

# L'impact des évolutions législatives (Loi Climat et Résilience / Loi Santé au travail) sur les attributions et les moyens du CSE

1 JOUR

PUBLIC ET PRÉREQUIS : TOUS LES ELUS

## FINALITÉ

Une journée de formation pour découvrir en quoi les évolutions législatives (loi Climat et Résilience / loi Santé au travail) impactent les attributions et les moyens du CSE.

## OBJECTIFS

- ▶ Découvrir les nouveautés en termes d'information, consultations et moyens du CSE découlant de la loi Santé au Travail
- ▶ Cerner les nouveautés en termes d'information, consultations et moyens du CSE issus de la loi Climat et Résilience
- ▶ Connaître les nouvelles obligations à la charge de l'employeur concernant la santé au travail et la préservation de l'environnement afin de s'assurer du respect de ces obligations



## MOYENS ET METHODES PEDAGOGIQUES

- ▶ Méthode participative avec des exposés théoriques et des échanges formateur / stagiaires
- ▶ Echanges de pratiques entre les participants
- ▶ Evaluations des séquences par des quiz
- ▶ Questionnaire d'évaluation générale de la formation

## PROGRAMME

### I. Les nouvelles attributions du CSE issues de la loi Santé au Travail :

- ▶ Les nouvelles obligations de l'employeur concernant le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels : support numérique, durée
- ▶ La consultation du CSE sur le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et sur ses mises à jour
- ▶ Les changements relatifs à la formation des élus dans le domaine de la santé, sécurité et des conditions de travail
- ▶ Les autres changements induits par la loi : la redéfinition du harcèlement sexuel au travail, le service de prévention et de santé au travail, la qualité de vie et des conditions de travail, le dossier médical partagé, la visite médicale de mi-carrière, le passeport prévention, ...

### II. Les nouvelles attributions du CSE liées à la loi climat et résilience

- ▶ Les nouveautés impactant l'information et/ou la consultation (ponctuelle et récurrente) du CSE à propos des conséquences environnementales de l'activité et des projets de l'entreprise
- ▶ La Base de Données Économiques, Sociales et Environnementales (BDESE) avec un nouveau thème obligatoire relatif aux « conséquences environnementales de l'activité de l'entreprise »
- ▶ L'élargissement des missions de l'expert-comptable mandaté par le CSE qui portent désormais sur tous les éléments d'ordre économique, financier, social et environnemental



Tarif :

290 € /participant